



#### Vendredi 23 mars

En réunion du CE, la direction annonce le lock-out à Billancourt si le 12 ne reprend pas.

#### Dimanche 25 mars.

La direction accepte de rouvrir les discussions. En plus des délégués syndicaux, 4 grévistes participent aux discussions.

Mardi 27 mars.

Des réductions d'horaires sont appliquées à Billancourt. La direction propose pour la 12 une prime « risque presse » non intégrée au salaire, « garantie après 7 ans de travail aux presses ».

« Ces résultats qui ne sont pas exactement la réponse à votre revendication sont pourtant un acquis positif... Les travailleurs du 12 doivent en tenir compte pour leur décision » proclamera FO.

Quelques travailleurs de l'équipe de l'après-midi ne s'opposent pas aux propositions de reprise du travail que leur font les directions syndicales CGT et FO.

L'équipe de nuit refuse de se prononcer avant l'arrivée de celle du matin. Furieux, Certano, délégué CGT, donne un « coup de tête » à Palacio, délégué CFDT.

#### Mercredi 28 mars.

Au 12, assemblée générale dont sont exclus les délégués qui ne travaillent pas au 12. Les grévistes refusent de voter. La lutte continue.

La direction commence son chantage : « nous avons pu maintenir jusqu'à présent l'activité des départements de montage. Demain, l'absence d'approvisionnement conduit à l'impossibilité de donner du travail au personnel des ateliers de Billancourt, touchés par ce manque de pièces embouties », voilà ce qu'elle écrit dans une lettre au personnel cadre et maîtrise.

#### Jeudi 29 mars.

Sylvain affirme : « c'est la CGT qui a proposé et déclenché la grève du 12 ». Les grévistes du 12 « estiment à juste titre que leur travail et leurs responsabilités doivent être sanctionnés par un coefficient plus élevé... Le soutien unanime des travailleurs des usines Renault a permis d'éviter le lock-out complet que la direction entrevoyait » (tract CGT).

Le lock-out devient complet et définitif pour les travailleurs du 12 et du 74 (7000 travailleurs environ).

Les directions syndicales annoncent l'organisation de meetings pour le lendemain.

Les presses de Sandouville et de Flins se mettent en grève.

Dreyfus écrit dans une lettre au personnel : « que tous prennent bien conscience de la gravité de la situation présente et sachent que les risques courus aujourd'hui ne peuvent servir qu'aux détracteurs du caractère national de notre entreprise ».